



Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques de Dakar

*Organisation Internationale Non Gouvernementale à vocation académique
reconnue par l'État du Sénégal Agrément définitif N° Repsen/Ensup P/AD/004-2016*

LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE PEUVENT-ILS ÉVITER DE TOMBER DANS « LE PIÈGE DE THUCYDIDE »?

*Rivalité systémique, recomposition géopolitique émergence d'une nouvelle
gouvernance mondiale et d'un nouveau paradigme de sécurité collective*

**Par Dr Babacar Socrate DIALLO
Directeur Général du CEDS de Dakar
Fondateur de Dakar Science Po**

Le voyage du Président Donald Trump en Chine, marqué par sa rencontre avec Xi Jinping à Pékin, les 14 et 15 mai 2026, constitue probablement l'un des événements géopolitiques les plus significatifs du début du XXI^e siècle.

Derrière les sourires protocolaires accueillants, les démonstrations de puissance et les formules diplomatiques soigneusement calibrées, se dessine en réalité une question fondamentale pour l'avenir du monde : les États-Unis et la Chine peuvent-ils éviter le « piège de Thucydide »¹ ?

La référence à Thucydide n'est pas anodine. L'historien grec, acteur et auteur de l'histoire de la guerre du Péloponnèse, de 429 à 413 avant J.C, expliquait déjà que « ce fut la montée en puissance d'Athènes et la peur qu'elle inspira à Sparte qui rendit la guerre inévitable »². Selon l'auteur, cette guerre fratricide émut toute la Grèce.

Deux millénaires plus tard, cette réflexion irrigue de nouveau les débats stratégiques contemporains.

Le politologue américain Graham Allison a largement contribué à réintroduire cette notion dans les relations internationales contemporaines en démontrant que les transitions hégémoniques ont historiquement constitué des moments particulièrement dangereux pour la stabilité du système international³.

Or, jamais depuis la Seconde Guerre mondiale l'humanité n'avait été confrontée à une rivalité aussi structurante que celle opposant les États-Unis et la Chine.

Pendant près d'un siècle, les États-Unis ont incarné la puissance dominante du système international : suprématie militaire, domination technologique, contrôle du système financier mondial, influence culturelle, maîtrise des institutions internationales et puissance du dollar.

Mais depuis quatre décennies, la Chine connaît une ascension fulgurante qui bouleverse les équilibres du monde⁴.

Pékin est devenu simultanément atelier du monde, créancier des États, puissance technologique, acteur spatial, géant industriel et puissance militaire globale.

Le voyage de Donald Trump à Pékin en 2017 révèle précisément ce basculement historique. En 2017, lors de son premier séjour officiel en Chine, les États-Unis apparaissaient encore clairement comme la puissance dominante recevant les marques de déférence d'une puissance ascendante.

En 2017, la situation est profondément différente. Plusieurs analyses internationales ont souligné que Donald Trump s'est présenté à Pékin non plus comme le dirigeant incontestable du monde occidental, mais comme le représentant d'une puissance contrainte de négocier avec un véritable *alter ego* stratégique⁵.

Ce changement est considérable.

La rivalité sino-américaine dépasse désormais la simple compétition économique. Elle touche aux fondements mêmes de l'ordre international.

La Chine propose progressivement une autre vision du monde : une mondialisation moins occidentale-centrée, une architecture financière partiellement affranchie du dollar, des routes commerciales alternatives avec les « Nouvelles Routes de la Soie »,

une diplomatie technologique offensive et une influence croissante dans le Sud global⁶.

Face à cette vision alternative, les États-Unis oscillent entre coopération pragmatique et logique d'endiguement. La guerre commerciale engagée depuis plusieurs années illustre cette tension stratégique permanente. Les droits de douane, les restrictions technologiques, les sanctions sur les semi-conducteurs, les rivalités autour de l'intelligence artificielle, des terres rares, de la 5G ou des infrastructures numériques traduisent une réalité plus profonde : Washington redoute de perdre sa primauté stratégique mondiale⁷.

Mais contrairement à Sparte et à Athènes, qui évoluaient dans le cadre d'une structure de jeu fermé, impliquant la ligue de Délos et la ligue du Péloponnèse, les États-Unis et la Chine sont ouverts dans un monde nucléaire, interdépendant et globalisé, devant compter avec le Sud global.

C'est, peut-être, ce qui pourrait aider la Chine et les États-Unis à ne pas tomber dans le piège.

D'abord parce que les deux puissances sont économiquement interdépendantes à un niveau inédit dans l'histoire.

Malgré leurs tensions, les économies américaine et chinoise demeurent profondément imbriquées.

Une guerre ouverte provoquerait un effondrement systémique mondial affectant simultanément production, finance, commerce, technologies et stabilité politique internationale.

Ensuite, parce que l'existence de l'arme nucléaire modifie radicalement les calculs stratégiques. Une confrontation militaire directe entre les deux superpuissances pourrait devenir suicidaire pour l'ensemble de l'humanité.

La dissuasion nucléaire agit paradoxalement comme un mécanisme de stabilisation globale⁸.

Enfin, parce que les défis contemporains sont transnationaux.

Changement climatique, intelligence artificielle, cybersécurité, pandémies, espace et cyber espace, sécurité maritime, terrorisme, stabilité financière, rivalité pour le contrôle des matières premières critiques : aucun de ces défis ne peut être résolu durablement sans une coopération minimale entre Washington et Pékin.

Cependant, ne pas tomber dans le piège de Thucydide ne signifie pas éviter la confrontation. Cela signifie éviter la guerre totale, d'autant que nous sommes déjà entrés dans une nouvelle forme mondiale de guerre froide hybride.

La confrontation sino-américaine est désormais multidimensionnelle : économique, technologique, monétaire, cognitive, médiatique, symbolique, spatiale, cybernétique et géopolitique. Taïwan demeure l'épicentre potentiel de cette confrontation.

Pour Pékin, la question taïwanaise touche à l'intégrité territoriale et à la renaissance nationale chinoise.

Pour Washington, elle représente un verrou stratégique essentiel dans l'Indopacifique⁹.

Le véritable danger réside moins dans une volonté délibérée de guerre que dans le risque d'escalade accidentelle.

L'histoire montre que les grandes guerres naissent souvent d'erreurs d'appréciation, de nationalismes exacerbés, d'alliances rigides ou d'incidents périphériques mal contrôlés. Une collision navale, une cyberattaque majeure, un incident spatial ou une crise autour de Taïwan pourraient déclencher une spirale incontrôlable.

C'est pourquoi la rencontre Trump-Xi de 2026 revêt une importance historique majeure.

Lorsque Xi Jinping évoque explicitement le piège de Thucydide devant Donald Trump, il ne fait pas seulement référence à l'histoire antique. Il adresse un message stratégique à l'ensemble du système international : la Chine veut être reconnue comme puissance mondiale sans que cette reconnaissance ne conduise mécaniquement à la guerre¹⁰. Elle propose aux États-Unis d'inscrire

leurs relations bilatérales dans un cadre de « stabilité stratégique constructive ».

Mais les États-Unis sont-ils prêts psychologiquement à accepter un monde post-hégémonique ? Toute la question est là.

L'ordre international contemporain a été construit autour de la puissance américaine après 1945.

Pour Washington, accepter une bipolarité durable avec la Chine revient à reconnaître la fin de l'unipolarité américaine.

Or, les grandes puissances acceptent rarement le recul relatif de leur influence sans résistance.

De son côté, la Chine devra également démontrer qu'elle ne cherche pas seulement à remplacer l'hégémonie américaine par une hégémonie chinoise.

L'avenir du monde dépendra donc de la capacité des deux puissances à inventer un nouveau modèle de coexistence stratégique. Non pas une amitié illusoire, mais une rivalité régulée. Non pas la disparition des tensions, mais leur maîtrise.

Nous entrons probablement dans un monde de « cohabitation conflictuelle », où coopération et confrontation coexisteront simultanément.

Mais cette recomposition géopolitique mondiale pourrait également produire une autre transformation historique beaucoup plus profonde : l'émergence progressive d'un nouveau paradigme de gouvernance mondiale fondé sur la continentalisation de la gestion de la sécurité collective.

Depuis 1945, l'architecture internationale de sécurité repose essentiellement sur un système fortement centralisé autour du Conseil de sécurité des Nations unies, structuré par les équilibres de puissance issus de la Seconde Guerre mondiale¹¹.

Pendant plusieurs décennies, cette architecture a joué un rôle majeur dans la stabilisation relative du système international. Mais les mutations géopolitiques contemporaines révèlent désormais ses limites structurelles.

Le monde de 1945 n'est plus celui du XXI^e siècle.

La montée en puissance de nouveaux acteurs globaux, l'émergence de puissances régionales affirmées, la multiplication des conflits asymétriques, l'expansion des menaces transnationales, les guerres hybrides, les cybermenaces, le terrorisme international, les manipulations informationnelles et les tensions liées aux ressources stratégiques rendent de plus en plus difficile une gestion exclusivement centralisée de la sécurité mondiale.

La rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine pourrait elle-même accentuer les risques de paralysie du système international, notamment au sein du Conseil de sécurité, où les logiques de veto et les affrontements d'intérêts stratégiques limitent fréquemment la capacité d'action collective¹².

Dans ce contexte, la continentalisation de la gestion de la sécurité collective pourrait progressivement apparaître non seulement comme une nécessité africaine, mais comme une exigence systémique mondiale.

Cette approche reposerait sur un principe fondamental : le principe de subsidiarité stratégique appliqué à la sécurité internationale.

Autrement dit, chaque espace régional ou continental serait progressivement amené, sous l'autorité générale de l'Organisation des Nations unies, à assumer prioritairement la gestion des problématiques de sécurité concernant son propre environnement géopolitique.

L'objectif ne serait pas de remplacer les Nations unies, mais au contraire de renforcer leur efficacité en réorganisant plus intelligemment la répartition des responsabilités sécuritaires mondiales.

Dans cette architecture rénovée, les Nations unies conserveraient leur rôle de légitimité universelle, d'arbitrage suprême, de coordination globale et de garantie du droit international.

Mais la prévention, la gestion et parfois même la résolution opérationnelle des crises seraient davantage confiées aux organisations régionales et continentales directement concernées¹³.

L'Union africaine serait ainsi appelée à jouer un rôle central dans la gestion des crises africaines ; l'Union européenne dans les crises européennes ; l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est dans les espaces asiatiques ; tandis que d'autres architectures régionales pourraient progressivement émerger ou se renforcer.

Une telle évolution correspondrait en réalité à une adaptation du multilatéralisme aux réalités géopolitiques du XXI^e siècle.

Car les défis contemporains nécessitent à la fois proximité stratégique, légitimité politique, réactivité opérationnelle et compréhension fine des réalités régionales.

Or, les organisations continentales ou régionales disposent souvent d'une meilleure connaissance historique, culturelle, politique et sécuritaire des crises affectant leurs espaces respectifs.

Cette approche permettrait également de réduire progressivement certaines formes de dépendance sécuritaire héritées de la guerre froide ou de la période postcoloniale.

Pour l'Afrique notamment, la continentalisation de la sécurité collective pourrait constituer un levier historique de souveraineté stratégique.

Mais une question fondamentale se pose désormais au continent africain : dans un monde traversé par la rivalité sino-américaine, l'Afrique doit-elle chercher à promouvoir un nouveau multilatéralisme sous l'égide des Nations unies malgré l'affaiblissement progressif de celles-ci, ou doit-elle s'inscrire prioritairement dans la dynamique du Sud global, aujourd'hui fortement influencée par la Chine ?

La réponse stratégique africaine ne peut être ni l'alignement automatique sur les puissances occidentales, ni la satellisation progressive dans un ordre international dominé par Pékin.

La véritable voie africaine réside probablement dans l'émergence d'une troisième voie stratégique : celle d'un multilatéralisme continentalisé, souverain, non aligné, mais articulé aux Nations unies.

Autrement dit, l'Afrique devrait chercher à promouvoir une architecture internationale dans laquelle les Nations unies conserveraient leur rôle de légitimité universelle et d'encadrement normatif global, tandis que les organisations continentales et régionales exerceraient une responsabilité prioritaire dans la gestion des crises affectant leurs espaces géopolitiques respectifs.

Dans cette perspective, l'Afrique ne devrait pas considérer les Nations unies comme un instrument occidental en déclin, mais comme un espace juridique et diplomatique qu'il convient de réformer et de rééquilibrer avec les leviers du sud global sans influence partisane.

Le Chapitre VIII de la Charte des Nations unies reconnaît déjà le rôle des organisations régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales¹⁴.

De même, l'Union africaine, à travers le Consensus d'Ezulwini, réclame depuis 2005 une réforme du Conseil de sécurité visant à corriger l'injustice historique subie par l'Afrique dans la gouvernance mondiale¹⁵.

L'Afrique aurait donc tout intérêt à défendre simultanément :

- la réforme du système onusien ;
- le renforcement de l'Union africaine ;
- la consolidation des communautés économiques régionales ;
- et la montée en puissance d'une doctrine africaine autonome de sécurité collective.

Le Sud global peut certes constituer pour l'Afrique un espace utile de coalition diplomatique, économique et géopolitique face aux déséquilibres hérités de l'ordre occidental.

Mais l'Afrique devra éviter qu'il ne se transforme en une nouvelle architecture de dépendance stratégique sous influence chinoise.

Car remplacer une dépendance occidentale par une dépendance asiatique ne constituerait nullement une véritable souveraineté stratégique.

Dans cette perspective, l'Afrique devrait promouvoir un non-alignement stratégique rénové fondé sur :

- la diversification des partenariats ;
- la souveraineté décisionnelle ;
- l'autonomie diplomatique ;
- la continentalisation de la sécurité collective ;
- et la transformation de la rivalité des grandes puissances en levier de négociation, de développement et d'affirmation géopolitique.

L'Afrique ne devrait donc plus être un simple espace de projection d'influence pour les grandes puissances. Elle devrait progressivement devenir un acteur stratégique d'équilibre dans le nouvel ordre mondial multipolaire.

La véritable question n'est plus seulement de savoir si les États-Unis et la Chine éviteront de tomber dans le piège de Thucydide.

La véritable question devient désormais la suivante : les autres espaces géopolitiques du monde — notamment l'Afrique — sauront-ils transformer cette transition historique en opportunité de souveraineté stratégique et de refondation du multilatéralisme international ?

Le piège de Thucydide ne constitue peut-être donc pas uniquement un risque de guerre entre puissances.

Il révèle surtout l'épuisement progressif des architectures classiques de gouvernance mondiale héritées de 1945.

Dans cette perspective, la continentalisation de la gestion de la sécurité collective, articulée autour du principe de subsidiarité stratégique sous l'autorité normative des Nations unies, pourrait constituer l'un des fondements possibles d'un multilatéralisme rénové.

L'histoire mondiale est peut-être en train de sortir définitivement du monopole géopolitique occidental.

Et dans cette transition historique majeure, l'Afrique pourrait cesser d'être simplement un espace disputé pour devenir enfin une puissance d'équilibre, de médiation et de projection stratégique dans le nouvel ordre mondial multipolaire que seul son repositionnement conscient et assumé sur la scène internationale peut inspirer. En cela, par sa marque de fabrique et la nouvelle dynamique qu'elle dictera aux relations internationales, elle pourra utilement contribuer à empêcher qu'après Sparte et Athènes, le « Piège de Thucydide » ne replonge le monde dans une guerre totale et sans fin, à travers une confrontation entre les États-Unis et la Chine.

Pour cela, les dirigeants de l'Union africaine et des États qui la composent, doivent se réveiller de leur sommeil dogmatique, faire preuve de maturité, pour enfin permettre à l'Afrique de s'engager résolument dans la concrétisation de sa mission historique pour le bonheur de l'humanité et de notre commune filiation humaine.

NOTES ET RÉFÉRENCES

¹ France Inter – Géopolitique du vendredi 15 mai 2026, émission consultée le 18 mai 2026 ; voir également : Courrier International – Trump et Xi parlent désormais d'égal à égal, publié en mai 2026, consulté le 18 mai 2026.

² Thucydide, *la Guerre du Péloponnèse*, traduction de Jacqueline de Romilly, Paris, Robert Laffont, collection Bouquins, 1990, Livre I, pp. 66-67.

³ Graham Allison, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt Publishing Company, 2017, pp. 29-54.

⁴ Banque mondiale – China Overview, mise à jour 2025, consultée le 18 mai 2026 ; voir également : Fonds monétaire international – People's Republic of China, perspectives économiques 2025-2026, consultées le 18 mai 2026.

⁵ Courrier International – Trump et Xi parlent désormais d'égal à égal, publié en mai 2026, consulté le 18 mai 2026.

⁶ Belt and Road Initiative ; voir : Council on Foreign Relations – China's Massive Belt and Road Initiative, Eleanor Albert, Andrew Chatzky et Beina Xu, version actualisée 2025, consultée le 18 mai 2026.

⁷ Encyclopædia Britannica – US-China trade war, article actualisé en 2025, consulté le 18 mai 2026 ; voir également : Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, New York, Basic Books, 1997.

⁸ Dissuasion nucléaire ; voir : Thomas Schelling, *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966 ; voir également : Herman Kahn, *On Thermonuclear War*, Princeton, Princeton University Press, 1960.

⁹ Council on Foreign Relations – Why Taiwan Matters, article actualisé en 2025, consulté le 18 mai 2026 ; voir également : John Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W.W. Norton & Company, 2001.

¹⁰ Courrier International – Xi Jinping évoque le piège de Thucydide devant Donald Trump, publié en mai 2026, consulté le 18 mai 2026.

¹¹ Organisation des Nations unies, *Charte des Nations unies*, signée à San Francisco le 26 juin 1945, entrée en vigueur le 24 octobre 1945.

¹² Voir notamment : Union africaine, *Le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte sur la réforme des Nations unies*, Addis-Abeba, 2005 ; voir également les débats intergouvernementaux sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, sessions 2022-2025.

¹³ Cette approche trouve un fondement juridique dans le Chapitre VIII de la Charte des Nations unies relatif aux accords régionaux ; voir : Boutros Boutros-Ghali, *Agenda pour la paix : diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix*, Nations unies, New York, 1992 ; voir également : Union européenne, *Traité sur l'Union européenne (Traité de Maastricht)*, Maastricht, 07 février 1992.

¹⁴ Organisation des Nations unies, *Charte des Nations unies*, Chapitre VIII, articles 52 à 54 ; voir également : Union africaine, *Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine*, Durban, 2002.

¹⁵ Union africaine, *Le Consensus d'Ezulwini*, Addis-Abeba, 2005.

Fait à Dakar, le 22 mai 2026

Par Dr Babacar Socrate DIALLO
Directeur Général du CEDS de Dakar
Fondateur de Dakar Science Po